

## **C'est bien meilleur le matin**

20 juin 2012

---

**8H35 - Dick Howard, professeur de philosophie politique à la Stony Brook University, dans l'État de New York**

---

### **Suggestion de présentation**

Après une semaine désastreuse, Barack Obama a tenté de redonner un coup de fouet à sa campagne en choisissant un thème audacieux : « l'immigration »... Je vais en parler avec le professeur de philosophie politique à la Stony Brooke University, Dick Howard... Il est à New-York...

Bonjour M. Howard!

- 1) Monsieur Howard, après la semaine terrible qu'a connu Barack Obama, il fallait qu'il reprenne de l'initiative... Mais parler d'immigration dans son cas, ce n'est pas « jouer avec le feu »?

NOTE DH : Quand on analyse le choix d'un homme ou femme politique, il faut prendre en compte trois destinataires de cette décision : il y a son effet sur ses propres supporteurs, qui peuvent être mobilisés ou découragés; il y a son effet sur l'opposition, qui y cherchera son propre avantage et préparera la contre-attaque; et il y a enfin son effet sur le bien commun — qui évidemment devrait être la considération la plus importante... sauf qu'on est en campagne contre un rival qui doit être vaincu avant que la mesure proposée puisse entrer en vigueur.

Avant de regarder de plus près les divers effets attendus des propositions de Barack Obama, décrivons-les. Le candidat de 2008 avait promis de soutenir ce qu'on appelle le « Dream Act », une loi qui créerait un processus permettant la naturalisation des jeunes sans-papiers qui avaient été amenés en bas âge par leurs parents et qui avaient fait leur scolarité aux États-Unis, ou fait leur service militaire. Or, élu à la présidence, le candidat semblait oublier sa promesse, les déportations atteignaient des records, le public hispanique, qui l'avait fortement soutenu en 2008, se détournait. Il est vrai qu'Obama avait proposé le « Dream Act » en 2010, mais il a vite retiré sa proposition face à l'opposition républicaine. Il fallait agir s'il voulait retrouver le soutien de cette communauté. Donc, vendredi, par un ordre exécutif, Barack Obama promettait aux quelques 800,000 personnes dans cette situation des permis de travail valables pour deux ans, et renouvelables.

- 2) En même temps, ce sont des permis de travail et ils ne sont valables que pour deux ans... Quel sera l'effet de cette annonce chez les supporters d'Obama?

NOTE DH : Évidemment, la limitation à deux ans — qui se justifie du fait que c'est un acte de l'exécutif et pas une loi votée par le Congrès — est une incitation à la mobilisation de la communauté hispanique. En effet, si Barack Obama est réélu — même sans une majorité démocrate au Congrès — on peut s'attendre à la prolongation de cette mesure.

Ensuite, il faut soupeser le poids de cette communauté hispanique. Il y aurait environ 19,5 millions de *citoyens* d'origine hispanique, et encore 11,2 millions de sans-papiers. Chez les citoyens, seulement 50% ont voté en 2008 lorsqu'Obama excitait leurs espoirs; mais en 2010, aux élections de mi-mandat, ils n'étaient que 31%. Or leur poids n'est pas simplement numérique, car ils sont concentrés dans des états électoralement importants: 41% dans le Nouveau Mexique, 15% dans le Nevada, 13% dans le Colorado et 16% dans l'Arizona. Leur poids dans l'état crucial qu'est la Floride est difficile à évaluer, car beaucoup sont d'origine cubaine.

Enfin, dernière remarque, cette initiative fut précédée par la prise de position d'Obama en faveur du « mariage gai ». C'est comme s'il voulait reprendre son auréole de héraut des valeurs libérales et remobiliser les jeunes qui avaient été de ses plus fervents supporteurs en 2008.

- 3) Et on imagine que les Républicains ne vont pas laisser l'occasion leur filer entre les doigts... Ils vont utiliser cette initiative pour attaquer le président... Comment selon vous?

NOTE DH : Mitt Romney se saisira de cette initiative « libérale » pour attaquer un président élitiste qui ne partage pas les valeurs du public. Ils y verraient une sorte d'« amnistie » accordée aux criminels qui ne respectent pas les lois du pays. Lors des primaires républicaines, Mitt Romney avait promis qu'il opposerait sans hésitation son veto au « Dream Act ». Selon lui, la seule solution au problème des sans papiers, c'est ce qu'il appelle l'« auto-déportation », c'est à dire des tactiques policières qui rendent invivable la vie des sans-papiers, qui se décideraient alors de rentrer chez eux. Mais outre que cette solution est irréaliste, elle est loin de trouver l'unanimité chez les républicains. Dans ce contexte, la proposition d'Obama utilise l'une des plus vieilles tactiques de la lutte politique: divise et impérium, diviser pour régner. D'abord, le président sait que les sondages disent que 66% du public trouve l'immigration plutôt un bien positif. Il sait aussi que Marco Rubio, le jeune sénateur de la Floride dont on parle comme co-listier avec Romney, évoque sérieusement l'idée d'une version républicaine du « Dream Act ». Enfin, il joue sur l'opposition entre l'aile Tea Party et les républicains plus pragmatiques qui reconnaissent que cette main d'œuvre apporte un travail crucial dans beaucoup d'industries et dans l'agriculture. Pour l'instant les divisions au sein du parti républicain se sont manifestées dans les esquives de Mitt Romney lorsqu'il est interrogé sur la proposition d'Obama.

- 4) Mais au-delà des « stratégies » et des « tactiques » des uns et des autres, la politique doit aussi s'occuper du « bien commun »... Et là-dessus, Obama doit pouvoir présenter son choix de façon rationnelle, selon les valeurs qu'il défend... Non?

NOTE DH : Pensez un moment à la vie de ceux qui se trouvent sans-papiers. Comment vivre toujours dans la peur d'être découvert? Vous êtes malade, mais vous n'osez pas aller aux urgences; vous voulez inscrire vos enfants à l'école, mais craignez qu'on vous demande vos papiers; vous voulez ouvrir un compte en banque, obtenir un permis de conduire, acheter une police d'assurance... Mais ce n'est pas seulement la peur qui pèse sur vous. Vous serez exploités par votre employeur, si vous en trouvez un; vous ne pouvez pas faire appel au droit s'il vous trompe. En fait, vous êtes sans ces droits fondamentaux qui constituent la dignité d'un être humain.

Un de ces droits fondamentaux, c'est celui de faire épanouir toutes vos capacités, par l'éducation, le choix du travail, ou le service aux autres. Ce sont ces droits-là que veut garantir l'acte du président, car les 800,000 qui auront droit à des permis de travail sont des jeunes qui poursuivent (ou ont poursuivi) une éducation ou un service militaire. Ce sont leurs capacités qui pourront s'éclorre... et c'est le public qui en bénéficiera.

- 5) Comme vous le savez, le droit aux études abordables pour tous, que vous évoquiez à l'instant, est une question dont on parle beaucoup au Québec... Chez vous aussi, l'accès aux études et le surendettement est un vrai problème... Est-ce qu'on l'évoque dans la campagne?

NOTE DH : Je ne veux pas me mêler aux affaires québécoises. Mais le problème du coût des études aux États-Unis est réel et pressant. La dette accumulée par les étudiants dépasse mille milliards de dollars: c'est plus que la dette accumulé sur des cartes de crédit. Une partie de cette dette est financée par des prêts subventionnés par le gouvernement. Au moment de la crise financière, le taux d'intérêt été baissé de 6,4% à 3,2%. Cette mesure expire le premier juillet, et le Congrès ne semble pas prêt à la renouveler. Que se passera-t-il ensuite? Est-ce qu'Obama interviendra de nouveau, en son nom propre et au nom des valeurs libérales? On verra bien s'il continue sa nouvelle lancée.